

## REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE LACOMMANDE (Pyrénées-Atlantiques)

Le cinq avril deux mille dix-huit à vingt heures trente, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle de la Mairie, sous la présidence de M. Paul MONTAUT, Maire.

**Étaient présents :** Alban BARRUÉ, Jean-Bernard LAHITTE, Nathalie LAMBOURG, Isabelle NOUSTY, DUPLEIX Alain, Paul MONTAUT, Régine GONZALEZ-MORO, LUONG Karine, Carole ORTEGA.

**Délégations de vote :** néant

**Absents excusés :** Benjamin GALINA

**Secrétaire de Séance :** Isabelle NOUSTY

Membres en exercice : 10

Votants : 9

Exprimés : 9

*Date de la convocation : 26 mars 2018 - Affichage le 26 mars 2018*

### **Objet : modification simplifiée du PLU – Articles L 153-45 à L 153-48, R 153-20 et R 153-21 du code de l'urbanisme**

Monsieur le Maire rappelle que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) a été approuvé par délibération du 26 mars 2015.

Monsieur le Maire présente le projet de modification simplifiée du PLU. Ce dernier consiste essentiellement à intégrer dans le règlement écrit les dispositions issues de l'article 80 de la loi n°2015-990 du 06 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite loi « Macron ». Cet article rend possible les annexes des habitations en zones N et A du PLU, dès lors qu'elles ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. Il est précisé que de telles dispositions supposent que le règlement précise les conditions d'implantation, de hauteur, d'emprise et de densité de ces annexes pour assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone. En outre, ces dispositions devront être soumises à l'avis de la Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) avant mise à disposition du public.

M. le Maire précise que ces évolutions ne remettent pas en cause l'économie générale du PLU.

Enfin, Monsieur le Maire ajoute qu'il convient de mettre à profit cette modification pour balayer de nouveau l'ensemble du règlement, de manière à corriger, le cas échéant, quelques erreurs ou incohérences sans remettre en cause sur le fond l'ensemble des règles édictées par le règlement actuel.

Monsieur le Maire explique que cette modification du PLU est rendue possible par la mise en place d'une procédure de modification simplifiée, conformément aux dispositions de l'article L153-45 du code de l'urbanisme. Il convient donc de procéder à une modification simplifiée du document d'urbanisme actuellement opposable.

A cet effet, M. le Maire précise que le projet de la modification simplifiée sera notifié aux personnes publiques associées et notamment à la CDPENAF pour avis avant la mise à disposition du public.

**Après avoir entendu l'exposé du Maire, et en avoir délibéré, le conseil municipal :**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme, et notamment les articles L153-45 à L153-48, R153-20 et R153-21 ;

Vu l'ordonnance du 5 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme ;

Vu l'ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre 1er du code de l'urbanisme

Vu le décret n° 2015-1782 du 28 décembre 2015 modifiant diverses dispositions de la partie réglementaire du code de l'urbanisme

Vu le décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre 1er du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme

**Décide** d'engager une procédure de modification simplifiée du PLU, conformément aux dispositions des articles L 153-45 à L153-48, R 153-20 et R 153-21 du Code de l'Urbanisme ;

**Décide** de fixer les modalités de mise à disposition du dossier de modification simplifiée du PLU comme suit, dans le cadre des dispositions de l'article L 153-47 du code de l'Urbanisme :

- mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée en mairie, ainsi que sur le site internet de la commune pendant une durée d'un mois ;
- mise à disposition en mairie d'un registre permettant au public de formuler ses observations pendant une durée d'un mois ;

**Dit** que les avis des personnes publiques associées reçus pendant la période de consultation seront intégrés au dossier de modification simplifiée qui sera mis à disposition du public ;

**Décide** qu'une information précisant les dates, le lieu et les heures auxquels le public pourra consulter le dossier et formuler des observations, sera publiée dans un journal diffusé dans le département et sur le site internet de la commune, huit jours au moins avant le début de la mise à disposition du public. Cet avis sera affiché en mairie dans le même délai et durant toute la durée de la mise à disposition ;

**Décide** qu'à l'issue de la mise à disposition, toujours selon les dispositions édictées par l'article L 153-47 du code de l'urbanisme. Monsieur le Maire en présentera le bilan devant le conseil municipal, qui en délibérera et adoptera le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public, par délibération motivée ;

**Demande** à la communauté de communes de Lacq-Orthez de mettre en œuvre son assistance juridique et technique en matière de planification ;

**Donne** autorisation au Maire pour signer toute convention de service concernant la modification simplifiée du PLU ;

**Charge** Monsieur le Maire de mettre en œuvre les mesures de publicité de la présente délibération, ainsi que les modalités de la mise à disposition telles qu'elles ont été fixées ci-dessus.

Le Maire,



Paul MONTAUT



*Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an ci-dessus.  
Pour extrait certifié conforme*

## Accusé de réception

Nom de l'entité publique	Commune de LACOMMANDE
Numéro de l'acte	D-2018-04-12
Nature de l'acte	DE - Délibérations
Classification de l'acte	2.1 - Documents d'urbanisme
Objet de l'acte	Modification simplifiée PLU
Statut de la transmission	8 - Reçu par Contrôle de légalité
Identifiant unique de télétransmission	-216402990-20180405-D-2018-04-12-DE
Date de transmission de l'acte	16/04/2018
Date de réception de l'accusé de réception	16/04/2018

